

Philippe-Joseph Salazar: «La vitalité démocratique prend fin sous nos yeux»

PAR ANTOINE PERRAUD
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 22 JANVIER 2018



Quatre vidéos dans l'article

Prendre aux mots les présidents Macron et Trump, le djihadisme comme la crise des démocraties : tel est le pari exigeant que se fixe Philippe-Joseph Salazar, spécialiste de rhétorique qui n'y va pas par quatre chemins. Percutant...

C'est un normalien passionné d'opéra, comme son cadet de dix-sept ans, **Sylvain Fort**, plume en chef du chef à plumes Emmanuel Macron. Là s'arrête le parallèle, tant **Philippe-Joseph Salazar**, philosophe de formation, professeur de rhétorique à la faculté de droit de l'université du Cap en Afrique du Sud, fustige le huitième président de la V^e République – et partant notre monarchie républicaine...

Auteur d'ouvrages savants – *Le Culte de la voix au XVII^e siècle. Formes esthétiques de la parole à l'âge de l'imprimé* (1995) –, Philippe-Joseph Salazar s'est engagé dans le débat public, notamment par le biais de ses activités au Collège international de philosophie : *Parole démocratique. Entames rhétoriques* (2001), ou encore *L'hyperpolitique. Une passion française* (2009). Ses deux derniers livres, publiés chez Lemieux éditeur, interrogent la société démocratique en crise : *Paroles armées. Comprendre et combattre la propagande terroriste* (2015) et *Blabla République. Au verbe, citoyens !* (2017).

Aujourd'hui, Philippe-Joseph Salazar prépare un livre sur l'extrême droite, dite alternative (*Alt-Right*), américaine. Nous avons profité de son passage à

Paris pour interroger cet esprit caustique et inattendu, qui conjugue regard de biais, fermeté civique et mondialisation...

La V^e République, à ses débuts, fut-elle un âge d'or de la rhétorique ?

Philippe-Joseph Salazar : Nous vivons dans des illusions oratoires entretenues par l'école et les médias. De Gaulle n'était pas le grand orateur que l'on se plaît à croire. On se réfère toujours aux mêmes discours, sans se rendre compte de leur impact. Il lui est arrivé de se faire huer, mais comme il contrôlait la télévision, les Français ne l'ont jamais su. Il avait un monopole de la présence télévisuelle et parlait en majesté. C'est seulement quand il fut proche de perdre pied – ballottage lors de la présidentielle de 1965, puis crise de Mai-68 – qu'il consentit à se faire interroger par Michel Droit pour des entretiens familiaux.

De Gaulle ne parlait pas tant pour ses contemporains que pour l'Histoire, en vue de l'édition scrupuleuse de ses *Discours et messages* (Plon)...

P.-J. S. : En effet, de Gaulle avait une culture de l'imprimé : il parlait comme un livre, pour que l'écrit restât. C'était un lettré, tout comme après lui Pompidou. Puis Mitterrand – qui s'est plié habilement au nouvel âge audiovisuel. Demeure en France ce mythe sur le pouvoir de la parole qui s'attache à la V^e République, alors qu'il s'agit d'abord de présidents utilisant jusqu'à la garde le pouvoir de l'ORTF et de ses avatars...

Admettez tout de même le trou d'air oratoire qu'il y eut ensuite !

P.-J. S. : Outre l'intermède – pompeux, dédaigneux, patricien – d'un Giscard aux manières de lord se frottant au peuple, il y eut douze ans de Chirac : un président qui parlait comme un rapport administratif, un technocrate qui s'était fait moucher comme tel, à la télévision au début des années 1970, **par Georges Marchais**. Celui-ci incarnait, à sa manière – école du parti, cercles de discussion, lectures poussées –, une culture de lettré allant de pair avec la puissance intellectuelle du Parti communiste en

France : un feuilletage touchant toutes les couches de la population, ce que ne parviennent pas à concevoir aujourd'hui mes interlocuteurs américains.

Le paysage politique français ne s'est finalement jamais remis de ne plus compter, depuis l'effondrement du PCF, un parti aussi bien structuré, disséminé sur le territoire, doté de plusieurs niveaux d'éducation, d'intervention, de militantisme.

Un tel vide s'est doublé de l'élection de présidents de la République n'étant que des enfants de la télévision : Sarkozy puis Hollande...

P.-J. S. : De la télévision mais surtout, à mes yeux, des écoles de commerce, c'est-à-dire ce qu'est devenue l'Ena : une sorte de MBA, d'Essec aux ramifications politiques et administratives, où seule une parole technocratico-marchande a droit de cité. Macron m'apparaît comme l'achèvement d'un tel cycle.

Ne donne-t-il pas plutôt l'impression de ramasser le tronçon du glaive oratoire, tombé plus bas que terre sous ses trois prédécesseurs ?

P.-J. S. : L'appauvrissement général de la langue française est tel – il suffit de prêter l'oreille à nos compatriotes dans la rue, les transports, ou au bureau –, l'américanisation du vocabulaire est poussée si loin – il suffit de jeter un œil sur la télévision et la Toile –, la capacité d'analyser a tant chuté, qu'Emmanuel Macron passe pour un phénix. Il a simplement découvert comment glisser sur cette vague en paraissant hisser son monde ! C'est-à-dire les jeunes professionnels qui le voient comme un messie, ainsi que les plus âgés nostalgiques d'un temps révolu qui serait enfin de retour. Je doute, en revanche, de l'effet produit par Emmanuel Macron sur les moins de 30 ans.

Avec sa voix légèrement féminine de *sensitive male*, son strabisme imperceptible, son léger zézaïement et sa façon de ne plus prononcer les o (école devient ékeule dans sa bouche), nous avons un président qui saura faire preuve de la brutalité propre au mandataire de passage. Il nous a prévenus, durant la campagne électorale, qu'après, il ferait autre chose. C'est une sorte de CEO (Chief Executive Officer) de la boîte

France, pendant cinq ou dix ans, avant de passer aux affaires suivantes. Voilà, me semble-t-il, une parole de gestionnaire et non d'homme d'État.

Mais vous ne pouvez pas nier que beaucoup de Français ont pourtant l'impression d'assister à la restauration d'un verbe régalien...

P.-J. S. : Macron reflète et renvoie leur vocabulaire à toutes les grenouilles qui demandent un roi. Et ce coassement au sommet ne cesse d'être encensé par la servilité de la plupart des médias, tétanisés par l'hôte de l'Élysée au point de reprendre son vocabulaire – donc son point de vue, sans le moindre recul critique !

Macron a visiblement des fiches, inspirées des dix années gaulliennes inaugurales de ce régime, et il coche ce qui fait président – l'annonce du prêt à l'Angleterre **de la tapisserie de Bayeux** est l'un des plus récents exemples de cet art de la simple réplique, de la reproduction de l'ancien (l'envoi de la Joconde flanquée de Malraux à l'Amérique en 1963) passant pour art de gouverner en toute modernité. Ce n'est donc qu'une technique de gestion adaptée au cas de la République française : jouer sur des symboles devenus vides de sens, mais qui flattent l'orgueil national...

Pensez-vous, comme nous l'avons écrit dans Mediapart, qu'il y a des similitudes troublantes entre les présidents Trump et Macron ?

P.-J. S. : À 100 % ! Emmanuel Macron ne s'est pas contenté d'imiter Steve Jobs – notamment dans la mise en scène et l'éclairage de certaines réunions électorales lui ayant permis de tester différentes techniques d'autoprésentation. M. Macron se veut prince du performatif (fabriquer ce qu'il énonce) au même titre qu'un Donald Trump plagié sans vergogne, en particulier à la fin de ses meetings dans lesquels il déclarait, les yeux écarquillés, « je vous aime ! » à ses partisans, à l'instar du « I love you » du magnat new-yorkais de l'immobilier quelques mois auparavant outre-Atlantique.

Les deux présidents ont inversé la donne politique : le mouvement devient de droite et la résistance au changement de gauche...

P.-J. S. : J'ai été stupéfait par une réaction de Martine Aubry, qui a déclaré ne voir autour d'elle qu'un « *champ de ruines* ». C'est le piège rhétorique par excellence, qui la signale comme une ruine parmi les autres, face à un président pourtant élu par défaut avec un minimum de suffrages. La voie est ainsi libre au bulldozer Macron – à la voix pourtant fluette – et à son nominalisme : il a intitulé son livre *Révolution*, alors que c'est tout le contraire mais peu importe !

Acclimaté à la France, c'est du Trump, qui se permet de dire tout, son contraire et n'importe quoi ; quitte à démentir si le besoin s'en fait sentir. De plus, Trump et Macron possèdent le talent et le culot de déclarer ce que désire entendre chaque segment de la société. Ils répondent aux désirs de ces auditoires et groupes d'intérêts, avec l'aide de conseillers travaillant comme des capteurs. Ils parlent le langage de l'électorat, ou plutôt des électors identifiés et ciblés comme tels...

« Je préfère le mot vertu à celui de valeur »

Trump déraisonne, là où Macron prétend construire du sens...

Philippe-Joseph Salazar : Mettez-vous à la place d'un Américain qui ne soit ni de la côte Est, ni de la Californie : Trump vous apparaîtra comme défendant un droit cher entre tous, la liberté totale d'expression. Il n'y a pas renoncé en tant que président, qui reste une personne privée libre de dire ce qui lui chante et cela passe très bien outre-Atlantique.

Au début de ce siècle, depuis Paris, nous n'avons pas compris Bush parce que nous ne l'avons pas appréhendé dans la position du public typique d'un temple au Texas. Sans se mettre dans la peau des récepteurs, on se condamne à porter un simple jugement de valeur dénué de prise avec le réel.

La parole présidentielle yankee ne recèle plus que du pathos, sans logos ni ethos...

P.-J. S. : Je ne suis pas d'accord. Lorsque Trump lance un tweet, ce n'est pas forcément un appel aux émotions. Parfois ce sont des déclarations politiques très précises : je vais développer des armes nucléaires tactiques, par exemple... Ce sont des proclamations de pur logos, qui ne jouent en rien sur le pathos.

Et Steve Bannon, dont l'attelage avec Trump a fonctionné naturellement sur le modèle du bon et du mauvais flic, s'évertuait, quand Trump s'égarait dans le pathos, à le corriger de manière logique ou éthique.

Aujourd'hui, sa porte-parole, formidable, Sarah Huckabee Sanders, est capable de reprendre un journaliste, à la Poutine : « *Ce n'est pas la question que vous auriez dû poser. La véritable question est la suivante....* »

Rien de tel dans la communication de Macron. J'aperçois un premier ministre, dont le patronyme est un prénom et qui peine donc à se faire un nom. M. Philippe s'avère autorisé à répéter ce que dit le président : il est le *Chief Operating Officer*, qui relaie la parole du *Chief Executive Officer* dans ce système *corporate*. Il égrène des évidences. L'aéroport de Notre-Dame des Landes ne verra pas le jour. Pourquoi ? Parce que ce n'est plus possible. Autour de Macron, il n'y a ni la flexibilité ni l'agilité déployées dans le sillage de Trump.

Outre-Atlantique, je distingue une véritable écologie de la parole. Trump, relayé par son équipe, par ses partisans sur les réseaux sociaux et par ses médias amis comme Fox News, se livre à des provocations qui passent à nos yeux pour bévues, mais qui fissurent tous les systèmes auxquels elles s'attaquent. Regardez comment il a manipulé la Corée du Nord, en appuyant sur tous les boutons à la fois, en faisant mine de prendre comme un danger de tous les diables la bombinette de Pyongyang, dont les vecteurs ne sont aucunement fiables selon les rapports à la disposition de la Maison Blanche. Aujourd'hui, Kim Jong-un négocie...

La solution à la parole unique tombant de haut n'est-elle pas dans le débat collectif ?

P.-J. S. : Oui, un retour au parlementarisme. Avec des parlementaires responsables et révocables. Tout le contraire de ce à quoi nous assistons aujourd'hui en France : j'ai vu Gérard Larcher ânonner un discours tel un cocher ivre ; il était censé célébrer la dignité du Sénat, mais sa performance démontrait que le Sénat n'a aucune dignité !

Chez nous, la présidence de la République est une invention récente. La grande République, celle qui a chamboulé le monde, n'est pas américaine – c'était là une République de patriciens et de propriétaires terriens : c'est bien celle issue de la Révolution française, sans le moindre président. Il a fallu le passage par la dictature napoléonienne pour que l'idée d'un président s'imposât !

La Première République (21 septembre 1792) a gouverné par le truchement de la Convention nationale qui abolit la royauté en déclarant par la voix de l'abbé Grégoire : « *Les rois sont dans l'ordre moral ce que les monstres sont dans l'ordre physique. Les cours sont l'atelier du crime, le foyer de la corruption et la tanière des tyrans. L'histoire des rois est le martyrologe des nations.* »

Robespierre lui-même ne s'est jamais intronisé consul ou dictateur à vie. C'était une République de comités, fondée sur l'administration de la parole. Cette Première République a du reste supprimé le barreau – ensuite rétabli par Napoléon – puisque les avocats n'étaient à ses yeux qu'un filtre masquant le peuple souverain en tant que juge ! Le peuple remplit en effet trois grandes fonctions : il délibère sur l'avenir, juge sur le passé et enfin célèbre les vertus présentes – je préfère le mot vertu à celui de valeur, galvaudé jusqu'à perdre son sens.

L'avenir selon les politiques, ce sont les promesses électorales et les programmes, qui engagent une volonté d'accomplissement. Une promesse électorale, c'est désormais d'avoir, dans quatre ans aux États-Unis d'Amérique et dans cinq ans en France, la même volonté intacte de faire les mêmes promesses – voilà philosophiquement où le bât blesse !

Cependant Trump extrémise la classe moyenne alors que Macron la stabilise...

P.-J. S. : Méfions-nous des généralisations à propos de la classe moyenne, qui n'a rien d'homogène et peut se défaire aussi vite qu'elle est invoquée. Nous voulons toujours croire qu'il existe une sorte d'édredon rassurant, cohérent, qui serait à même d'isoler les extrémismes forcément anoniques, désorganisés, épars, extérieurs...

Or les extrémistes sont parmi nous. En particulier les djihadistes, dont l'esprit public découvre toujours avec une incompréhension butée qu'ils étaient d'excellents voisins, ayant parfois poursuivi des études, etc.

Ces extrémistes donnent l'impression de proposer un idéal, fût-il mortifère, à des sociétés qui en sont sevrées...

P.-J. S. : Oui, ils sont les vecteurs d'une idéologie, c'est-à-dire d'un système cohérent de discours qui permet de mettre en action ce qu'on peut appeler un idéal – c'est le b.a.-ba de ce qu'enseignaient Althusser et Foucault, qui semblent aujourd'hui oubliés. La domination n'a pas un seul centre, un seul point dans le système : le pouvoir est disséminé et c'est à l'intellectuel de discerner les différents dispositifs ainsi mis en œuvre par la volonté de pouvoir.

Le volontarisme, à l'origine des mouvements sociaux, par exemple, est éludé dans le débat public. Le libre choix de l'individu, soudain mobilisé pour qu'advienne son idéal, telle est la question. Il est de plus en plus difficile – tant expliquer devient en France perçu comme dédouaner –, de faire comprendre que pour un djihadiste rejoignant le Califat, le déclic est comparable à ce qui put mouvoir un Français libre ralliant Londres après le discours du 18-Juin...

Et plutôt que de nous interroger sur un tel phénomène, vertigineux, sur ce qu'il induit et sur les réponses démocratiques nécessaires, nous devenons antidémocratiques, à la grande satisfaction du terrorisme qui se sent conforté par notre abaissement.

Cet abaissement relève-t-il de la rivalité mimétique ? Le terrorisme est-il en train de faire de nous des démocraties antidémocratiques ?

P.-J. S. : La République française peut puiser en elle-même bien des ressources antidémocratiques. C'est l'une de ses tendances profondes : la censure a longtemps fait partie de son apanage. Peut-être avons-nous vécu, depuis la fin du gaullisme triomphant, une époque lumineuse, sans grande censure – Sade pouvait être imprimé, la pornographie n'était plus inquiétée,

l'injure au chef de l'État n'était plus poursuivie, les dénonciations documentées du système n'étaient plus étouffées...

Peut-être que cette époque de vitalité démocratique, aussi brève qu'appréciable, est en train de prendre fin sous nos yeux, avec le retour d'une pratique habituelle de l'État en France : décider de ce qui est bon et mauvais pour le peuple. Et le dicter. Le djihadisme y contribue sans doute, mais un autre élément dangereux aurait de toute façon fait l'affaire.

Boîte noire

Cet entretien s'est déroulé à Mediapart, jeudi 18 janvier 2018 dans l'après-midi. Philippe-Joseph Salazar n'a pas relu ses propos enregistrés puis retranscrits, avec les ajustements que suppose l'exercice.

Les brèves vidéos, conçues comme des vignettes illustratives, ont été tournées dans la foulée et se peuvent donc regarder de manière autonome – avant, après ou pendant la lecture de l'interview proprement dite...

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.